

Chronique d'une mort annoncée...dans la concertation.

Le 11 juillet 2019, le nouveau Directeur Général a envoyé une gentille petite lettre à tous les agents de la DGFIP.

Le phénomène de la petite lettre d'accompagnement est devenu habituel dans notre ministère.

A chaque nouvelle déclaration de revenus, le ministre en fonction joint un petit mot pour expliquer que l'impôt est utile et qu'il sera tout à fait convenable de s'orienter vers les démarches en ligne.

Régulièrement, sur Ulysse, nous pouvons lire un petit mot d'un de nos dirigeants pour flatter notre ego et nous montrer combien il nous aime.

Le 2 janvier, Gérald DARMANIN louait le savoir-faire et la maîtrise technique alliés au sens de la pédagogie et du service public des agents de la DGFIP à pied d'œuvre pour faire passer le PAS.

Le 8, il renouvelait l'exercice pour nous dire combien il était fier d'être notre Ministre et nous félicitait pour les efforts liés au déploiement du PAS. Pour l'occasion, il annonçait une bonne nouvelle, le versement d'une prime exceptionnelle de 200 €.

Par contre, même s'il est fier d'être le Ministre de tous les agents, **il ne prévoit pas de verser des étrennes à tout le monde**. L'enveloppe est limitée, et le tri doit être fait par les responsables de services et les directions locales pour attribuer cette manne inespérée.

Nous sommes restés quelques mois sans missive et le 9 mai, notre ministre remet ça.

La lettre n'est pas adressée aux agents, mais à leurs représentants. Elle est publiée sur Ulysse (le 28 mai) parce qu'il ne faudrait pas que ces fauteurs de troubles déforment ses propos.

Les organisations syndicales s'unissent pour montrer leur opposition au projet gouvernemental ! Vite, il faut désamorcer la bombe et sortir immédiatement l'arsenal des contre-arguments. **Il ne faudrait surtout pas que les agents se regroupent derrière leurs représentants et compromettent l'avancée du projet annoncé par le Ministre de nouvelle organisation de notre administration.**

N'oublions pas que tous les agents n'ont pas reçu la prime exceptionnelle et qu'ils risqueraient d'être en colère.

Le 17 mai, Bruno PARENT sort sa plus belle plume et écrit, de sa main, une petite lettre pour nous dire au revoir. Eh oui, il s'en va et tient à nous suggérer de ne pas craindre l'avenir.

Le 20 mai, son successeur, Jérôme FOURNEL, ancien directeur de cabinet de Gérald DARMANIN, arrive et se plie à l'exercice de la petite lettre. Il n'oublie pas au passage de préciser qu'il est animé de la volonté de poursuivre les évolutions de nos métiers, de notre organisation et de nos missions afin de renforcer le service rendu à notre pays et à nos concitoyens.

Le 6 juin, il recommence et nous décrit une méthode inédite de concertation (le mot est lâché) pour construire un nouveau réseau de proximité des finances publiques.

Et le 11 juillet, tous les agents reçoivent des nouvelles de leur directeur général sur leurs boîtes mail et sur Ulysse. Il ne faudrait pas prétendre ne pas avoir lu la missive.

Certains ont du se dire « tiens mais qui est ce Jérôme FOURNEL qui m'écrit personnellement ? » et à la lecture de la lettre, ils ont du reconnaître ce VRP chargé de nous faire passer la destruction de notre réseau pour **une organisation défiant toute concurrence qui propose plus de services avec moins d'agents.**

Si on n'a pas compris que la nouvelle méthode consiste à utiliser quelque chose qui a fait ses preuves et qu'on pourrait appeler du matraquage !

Finalement le but de toute cette publicité c'est quoi ?

Un constat : à force de supprimer des emplois nous n'arrivons plus à rendre le service attendu par le public.

Les particuliers et les collectivités locales veulent plus de points de contact et réclament un meilleur service.

A en croire notre secrétaire d'état, les agents des finances publiques qu'il rencontre s'ennuient dans leurs missions qui ne sont pas assez diversifiées.

Une solution : Une nouvelle organisation du travail.

Vous allez dire, l'idée n'est pas neuve. Chaque gouvernement lance sa nouvelle idée pour une nouvelle organisation du travail.

Une seule constante à toutes ces politiques : le fonctionnaire coûte cher, il faut supprimer des emplois pour économiser de l'argent et si on tape sur les finances publiques, la mesure ne sera pas impopulaire.

Effectivement, venir avec un plan de réorganisation de notre réseau ne nous semble pas être l'innovation du siècle, ni même de la décennie.

Par contre, attention « roulements de tambour », voilà la nouveauté : cette nouvelle organisation se déclinera dans un plan pluriannuel et son implantation sera durable.

Comment faire du neuf avec du vieux ? Demandez à M. DARMANIN !

Le principe de cette réorganisation c'est quoi ? Parce qu'on peut prendre le truc dans tous les sens à un moment, il faut être réaliste : il ne reste plus assez d'agents des finances publiques pour faire le travail qu'on attend d'eux. Il ne faudrait surtout pas qu'on en arrive à créer des emplois et encore moins, à arrêter d'en supprimer.

Il faut plus de proximité et de conseil avec moins d'agents. L'équation semble insoluble.

Notre ministre a donc une idée : on n'a pas assez d'agents, on va les couper en morceaux.

QUOI ? Les couper en morceaux !!!

Pas au sens littéral, tout de même, on n'en n'est pas encore là (quoique).

Puisqu'on ne peut pas donner assez d'agents pour créer de la présence partout, on va les distribuer, un peu ici, un peu là et on va les dupliquer.

En clair, quelques agents iront de par le département faire des permanences, s'installer un ou deux jours par semaine dans des MSAP et des MFS (lisez mes fesses) et puisqu'ils ne sont pas assez, des animateurs apprendront quelques bribes de la science fiscale pour faire illusion dans ces mêmes endroits.

Une façon pour ces cadres et ces agents qui souhaitent exercer des missions différentes de réaliser leurs rêves.

Pour l'accueil, c'est donc résolu.

Pour les autres missions, reste le problème de ces foutus agents manquants.

Une solution : si on a de toutes petites équipes et qu'on en veut une grande, on regroupe.

Par contre, on rassure : pas de mobilité forcée, des solutions de travail innovantes : du télétravail, du travail à distance. Si les agents doivent bouger, pas de panique un petit coup de pouce financier (prime de restructuration dont le plafond est doublé) et ils oublieront tous les tracasseries du quotidien.

Ne vous inquiétez pas, M. FOURNEL l'a dit : nous allons concevoir ensemble notre nouvelle organisation pour améliorer notre service public.

Le maître mot est la concertation.

Il insiste aussi sur l'attention qui sera apportée à la situation individuelle et au bien-être des agents au travail.

Il n'oublie pas au passage d'évoquer de nouveaux débouchés pour les cadres avec la création de postes avec plus de responsabilités et financièrement plus attractifs. Au passage, si on peut laisser miroiter des possibilités d'évolution de carrière et quelques bonnes fortunes pour quelques-uns, on arrivera peut-être à s'acheter la paix sociale.

La communication est bien l'outil qui servira de marteau pour nous faire entrer dans la tête l'idée de l'obligation de nous organiser mieux pour travailler mieux, en continuant à supprimer des emplois.

Les mots à placer, que vous retrouverez dans beaucoup de communication de tous ces gens qui nous aiment, nos dirigeants : concertation, ensemble, qualité de service.

Vous ne trouverez pas : destruction du réseau, fin du service public, augmentation des risques psychosociaux et destruction du quotidien des agents.

Et pourtant c'est bien de cela qu'il s'agit.

On réduit les prévisions de suppressions d'emplois dans la fonction publique, mais on maintient celles prévues dans les finances publiques. **Autrement dit, sur 15000 emplois supprimés, 10000 le seront dans notre ministère.**

On ferme toutes les trésoreries dans les trois années à venir, on vide les services de gestion de leurs missions, on déplace les agents sur tout le département et on crée des mégaservices de gestion, mais tout ça on le fait ensemble, dans la concertation pour une meilleure qualité de service (ouf, je les ai placés).

Ce projet est appelé à évoluer et nous sommes tous appelés à donner notre avis. Alors donnons-le et montrons combien nous sommes attachés à nos missions et au service public bien rendu. Mobilisons-nous et obtenons le retrait du plan Darmanin !

Toutes et tous en grève le 16 septembre